



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Accord cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

**ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE COMPOSITE A BONS DE COMMANDE
MULTI TECHNIQUE ET DE GESTION DES ENERGIES
DU CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIF DE NIMES (CRA 30)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence publique : **SGAMI13-AOO -2024 -04 -26**

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales	3
1.1	Objet de l'accord cadre.....	3
1.2	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution.....	3
1.3	Engagement sur un montant maximum annuel	3
1.4	Condition d'affermissement des tranches	3
1.5	Modalités d'émission de bons de commande	4
1.6	Redressement ou liquidation judiciaire.....	4
1.7	Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre	4
2	Pièces contractuelles.....	4
3	Conditions générales d'exécution.....	5
3.1	Clause sociale	5
3.1.3	– Suivi et bilan de l'action d'insertion	6
3.1.4	Pénalités relatives à l'insertion	6
3.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles	7
3.3	Obligations générales des parties	7
3.4	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	8
3.5	Protection de l'environnement.....	8
4	Conditions particulières d'exécution	8
4.1	Bons de commande	8
4.2	Conditions de livraison.....	9
4.3	Garantie.....	9
4.4	Langue	9
4.5	Responsabilités et obligations particulières.....	9
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	9
5.1	Définition et respect des délais d'exécution	9
5.2	Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives	10
5.3	Admission, ajournement, réfaction ou rejet	10
6	Prix	10
6.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	10
6.2	Forme du prix	10
6.3	Modalités de révision des prix	11
7	Clause de financement et de sûreté	13
7.1	Retenue de garantie	13
7.2	Avance	13
8	Modalités de règlement des comptes	13
8.1	Présentation des demandes de paiement.....	13
8.2	Modalité de paiement	14
8.3	Modification des coordonnées.	14
9	Pénalités.....	14
9.1	Modalités d'application des pénalités.....	14
9.2	Tableau des pénalités	15
10	Clause de réexamen	19
11	Résiliation.....	20
12	Droit et langue.....	20
13	Dérogation au CCAG FCS	20

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent des prestations multi techniques et de gestion des énergies du centre de rétention administrative de Nîmes (CRA 30).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, lesquelles seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution

1.2.1 Durée de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans.

A titre indicatif, cet accord cadre prendra effet à compter du 29 septembre 2024 pour une première période ferme de deux (2) ans, soit jusqu'au 28 septembre 2026.

Il est ensuite renouvelable 2 fois pour des périodes d'un an par reconduction tacite, comme suit :

- du 29 septembre 2026 au 28 septembre 2027

- du 29 septembre 2027 au 28 septembre 2028

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre (4) ans.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché, en le notifiant expressément par écrit au titulaire, avec **un préavis de deux (2) mois avant la date d'échéance**. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera versée.

Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de l'administration concernant la reconduction ou non de l'accord-cadre.

1.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution, ou de livraison des prestations, sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

1.3 Engagement sur un montant maximum annuel

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu avec **un montant maximum annuel de 66 000 € HT pour la partie à bons de commande, auquel s'ajoute le montant de la part forfaitaire.**

1.4 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.5 Modalités d'émission de bons de commande

Les prestations font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutes les prestations feront l'objet de bons de commandes avant exécution. Ils seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution sera fixé en conséquence dans le bon de commande.

1.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.7 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud

Direction de l'immobilier - Cellule qualité

299, chemin de Sainte Marthe - CS 90495

13 311 Marseille Cedex 14

et par courriel dématérialisé (en format compressé : zip ou 7z) à :

sgamisud-di-cellulequalite@interieur.gouv.fr

sebastien.guiraud@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du présent accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- le mémoire technique ;
- La décomposition financière de l'offre (DPGF) et le BPU :

NB : le prix de la part forfaitaire de l'accord-cadre étant global et forfaitaire, il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations/travaux décrits dans les pièces de l'accord-cadre et réalisés dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

3 Conditions générales d'exécution

3.1 Clause sociale

Le SGAMI s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

3.1.1 Public concerné par l'opération d'insertion

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Les personnes concernées sont :

*** En priorité les habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville**

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (inscrits au Pôle Emploi)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum un nombre d'insertion à réaliser de 200 heures par an réparti de la manière suivante :

- 400 H pour la période ferme ;
- 200 H pour chaque reconduction ;
- Soit un total de 800 heures toutes périodes confondues.

3.1.2 Modalités de mise en œuvre

L'entreprise pourra :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après :

Direction Renouvellement Urbain et Politique de la Ville
Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole
3, rue du Colisée 30 947 Nîmes Cedex 9
Contact : Nicolas Thomazic, chargé de Mission Insertion
04.34.03.57.03 / 07.64.88.74.97
nicolas.thomazic@nimes-metropole.fr

3.1.3 – Suivi et bilan de l'action d'insertion

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission pourra être amené à participer. Le chargé de mission suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Bilan :

Après la réception des travaux ou à l'issue de la prestation, le chargé de mission clauses d'insertion restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion. Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année. Le bilan de l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également.

3.1.4 Pénalités relatives à l'insertion

En complément des dispositions de l'article 20.1.5 du CCAG-FCS, un bilan négatif du nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion par rapport au contenu de l'engagement entraînera **une pénalité égale à 50 €** par nombre d'heures d'insertion non réalisées.

Cette pénalité ne deviendra définitive qu'en cas de non respect de la mise en demeure d'exécuter les prestations dans les 15 jours qui suivent la réception de cette mise en demeure.

3.1.5 - Sous traitance

Si une partie des travaux ou de la prestation est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'embauche de public prioritaire.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.3 Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

3.4 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaires à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

3.5 Protection de l'environnement

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

4 Conditions particulières d'exécution

4.1 Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire **par mail** (avec confirmation de mail pour notification).

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- Les références du marché ;
- La nature de la prestation ;

- Le lieu de livraison de la commande ;
- Le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable) ;
- Le délai de livraison de la commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

4.2 Conditions de livraison

Les modalités de livraison sont indiquées dans le CCTP.

4.3 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie, sans supplément de prix, dans les conditions définies ci-dessous. Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

4.4 Langue

Toutes les notices, conditions d'utilisations...du matériel ou produit livré doivent être écrites en Français.

4.5 Responsabilités et obligations particulières

Sans objet.

5 Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Définition et respect des délais d'exécution

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces du marché sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire, leurs sous-traitants éventuels et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAGFCS. Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces du marché et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées au présent CCAP et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés au marché.

5.2 Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

5.3 Admission, ajournement, réfaction ou rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

6 Prix

6.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro, hors TVA et toutes taxes comprises. Ils sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

Le présent accord cadre est conclu à prix mixte.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement (ATTR11) et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

6.2 Forme du prix

L'accord-cadre est pour partie à prix forfaitaire, pour partie à prix unitaires.

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs et révisables : prix fixe pour la première période puis révisable pour les périodes suivantes.

Les prix figurant à l'acte d'engagement (annexes DPGF et BPU) rémunèrent le titulaire pour l'exécution de toutes ses obligations de fournitures, de services et de travaux.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Il est à noter que les prix figurant à l'acte d'engagement doivent être arrondis au nombre décimal avec 2 chiffres après la virgule.

Tous les coefficients sont arrondis au millième supérieur. Prorata temporis est le calcul proportionnel au temps écoulé.

Les indices INSEE figurant à l'acte d'engagement sont ceux référencés de leur date de mise en ligne publiés par le Moniteur.fr.

▪ Prestations forfaitaires

Les prestations, objet du présent accord-cadre, sont réglées à prix global et forfaitaire. Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues explicitement au présent accord-cadre.

Lors de sa réponse à la présente consultation, le titulaire doit intégrer toutes les dispositions financières concourantes à la remise en état d'équipement, de matériel, de composant d'équipement ou de matériel

dont le montant unitaire (remise déduite du fournisseur) est inférieur à 550 € HT quelle que soit la nature de la panne ou de l'usure normale ou anormale, remarques relevant du rapport du bureau de contrôle (excepté les mises en conformité suite à une évolution réglementaire).

REMARQUE : Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-1 et suivant, la personne publique peut avoir recours ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

▪ Prestations hors forfait

Les prix des prestations hors forfait sont calculés sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ou sur devis acceptés par la personne publique.

6.3 Modalités de révision des prix

6.3.1 Révision des prix

Modalité de révision pour le P2 et le BPU:

Le prix est fixe la première période et révisables les périodes suivantes.

Les prix du marché se réfèrent à la situation économique correspondant au mois comprenant la date limite de remise des offres.

La demande de révision devra émaner du titulaire dans un délai de 3 mois à compter de la date anniversaire du début d'exécution des prestations. Passer ce délai, la demande de révision ne pourra s'appliquer.

Les prix forfaitaires et unitaires seront révisés annuellement, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po * (0,15 + (0,7 * ICHT-IME / ICHT-IMEo) + (0,15 * FSD1 / FSD1o))$$

Formule dans laquelle :

- Pr = Prix révisé pour les prestations de l'année N
- Po = Prix initial contractualisé par le marché
- ICHT-IME = Valeur finale de l'indice du coût horaire du travail des industries Mécaniques et Électriques publié par l'INSEE
- ICHT-IMEo = Valeur initiale de l'indice ICHT-IME au mois de référence
- FSD1 = Valeur finale de l'indice des Frais et Services Divers catégorie 1 publié par le MONITEUR
- FSD1o = Valeur initiale de l'indice FSD1 au mois de référence.

Intéressement PFI

- Pour le PFI gaz :

La fourniture de gaz est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

DJU constatés

N'B = NB engagement X _____

DJU contractuels

Excès de consommation :

Marchés PFI : prix P'2 à payer par le Pouvoir Adjudicateur = P2 - (NC - N'B) k, avec limitation de la pénalité (NC - N'B) k à 35% du P2

Dans ces formules pour excès de consommation d'énergie :

- P'2= prix de base P2.
- N'B= Quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective du chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.
- NC= Quantité de combustible réellement consommée pour le chauffage des locaux multipliée, s'il y a lieu, par le rapport du pouvoir calorifique réel du combustible livré au pouvoir calorifique de base indiqué au cahier des charges.
- k = prix unitaire pour la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux, exprimé en euros par kilowattheure mesuré au compteur. Dans le cas de dépassement de consommation théorique le « k » comprendra le prix de la molécule complété de toutes les taxes et abonnement proportionnel en regard avec le dépassement de consommation.

Dans tous les cas d'économies générées par des investissements consentis par le Pouvoir Adjudicateur, le niveau de consommation indiqué à l'acte d'engagement est obligatoirement repositionné en nouvelles bases d'engagements de référence, pour l'application de la clause d'intéressement.

Si au cours de deux exercices le niveau global d'économie, réalisé sur les combustibles, est supérieur à 10% ou à 15% et plus sur un seul exercice, le Pouvoir Adjudicateur demande le repositionnement de l'engagement NB de manière à bénéficier de la totalité des économies réalisées - 4%.

Si la renégociation qui s'ensuit n'aboutissait pas dans un délai de six mois à compter de la demande effectuée par lettre recommandée, le contrat est résilié de plein droit sans indemnités.

- Pour le PFI Electricité tous usages:

La fourniture de l'Electricité est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

Les dépassements à partager seront calculés selon le principe suivant :

$D = (NC - N'B) \times k$ avec limitation de la pénalité globale Electricité au à 35% du P2 annuel

Dans ces formules :

D = Dépassement annuel en MWh annuel

NB = Consommation annuelle globale de référence indiquée dans l'acte d'engagement pour 365 jours

N'B = Consommation annuelle globale de référence corrigée(1) (soit 365 jours)

NC = Consommation réelle de l'exercice

k = Prix unitaires de tarification établi valeur Prorata temporis sur l'exercice exprimé en euros par

MWh mesuré au compteur. Dans le cas de dépassement de consommation théorique le « k » comprendra le prix du MWh complété de toutes les taxes et abonnement proportionnel en regard avec le dépassement de consommation.

Pour tous les cas d'économie générés par des investissements consentis par le Pouvoir Adjudicateur, le niveau de consommation indiqué à l'acte d'engagement est obligatoirement modifié par modification de marché en nouvelles bases de consommation, et engagement de référence, pour l'application de la clause d'intéressement.

Si au cours de deux exercices le niveau global d'économie, réalisé sur les consommations, est supérieur à 10% ou à 15% et plus sur un seul exercice, le Client demande le repositionnement de l'engagement NB de manière à bénéficier de la totalité des économies réalisées - 4%.

Si la renégociation qui s'ensuit n'aboutissait pas dans un délai de six mois à compter de la demande effectuée par lettre recommandée, le contrat est résilié de plein droit sans indemnités

7 Clause de financement et de sûreté

7.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

- **Pour la partie à bons de commande**

Conformément à l'article R2191-16 du CCP, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à la sous-section 1.

- **Pour la partie forfaitaire**

L'avance est versée si le montant de la part forfaitaire est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Conformément à l'article R2191-15 du CCP, dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction dans les conditions prévues à la sous-section 1.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- Eléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du libellé du matériel qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné ;
- les références du bon de commande émis par l'administration
- les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MI5PLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le Suivant : **11000201100044**.

8.2 Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

8.3 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

9 Pénalités

9.1 Modalités d'application des pénalités

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires du marché, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, en aucun cas les pénalités ne seront plafonnées ou exonérées.

9.2 Tableau des pénalités

	Délais de présentation des documents	Pénalités
		<i>* à compter du jour J+1, à l'expiration du délai</i>
Démarrage - prise en charge		
Mise en œuvre et exécution du calendrier de démarrage	Dans les 3 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Mise en place du dossier permanent d'exploitation	2 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Liste et justificatifs de formation/habilitation du personnel et sous-traitants, intervenant sur les sites	5 jours avant intervention sur sites	150 € / jour dès le jour de présence du dit personnel, par personnel concerné
La remise des attestations d'assurances	Dans les 15 jours après le démarrage	150 € /jour *
La remise du Plan Assurance Qualité,	90 jours après le début du marché	150 € /jour *
La remise du projet Titulaire de Plan de Prévention	30 jours après la notification du marché	150 € /jour *
Non formation du personnel intervenant sur les sites	6 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Rapport de prise en charge des sites	2 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Charte de bonne conduite des équipes intervenantes et des sous-traitants signée	2 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Mise à jour de la GMAO	6 mois après le démarrage du marché	150 € /jour *
Administratif - financier		
Remise de la liste du personnel tenue à jour, responsable, suppléant avec leurs coordonnées	5 jours avant intervention sur site	150 € /jour *
La remise des attestations semestrielles d'assurances	15 jours après expiration de l'attestation ou 30 jours avant le début de chaque exercice	150 € /jour *
Agrément des sous-traitants (inclus fourniture des contrats et DC4)	1 mois avant l'intervention du Sous-traitant	150 € /jour *
La transmission des factures et décomptes d'intéressement	Les factures et décomptes (30 jours après la fin de la période de facturation) d'intéressement (60 jours après la fin de l'exercice)	150 € /jour *
La transmission des factures des fournisseurs pour les travaux P5	Avec la facture des travaux	rejet de facture

La transmission des projets d'avenants	1 mois après la demande du Client	150 € /jour *
La transmission des devis (hors étude)	15 jours après la demande du Client	150 € /jour *
	Délais de présentation des documents	Pénalités
		* à compter du jour J+1, à l'expiration du délai
Management du contrat - reporting		
Liste et justificatifs de formation/habilitation du personnel et sous-traitants, intervenant sur les sites	5 jours avant intervention sur sites	150 € /jour, dès le jour de présence du dit personnel, par personnel concerné
Chartre de bonne conduite des équipes intervenantes et des sous-traitants, mise à jour et signée	5 jours avant intervention sur sites	150 € /jour, dès le jour de présence du dit personnel, par personnel concerné
La remise du rapport Annuel d'Exploitation avec mise à jour des RDTS, dossiers techniques, DOE, plan,	60 jours après la fin de l'exercice	150 € /jour *
La mise à jour annuellement du plan de prévention	Remise à jours 30 jours après le début de chaque exercice ou suite à évolution	150 € /jour *
Programmation des réunions mensuelles	programmation des réunions mensuelles en dehors des dates définies au CCTP	150 € /jour *
La transmission des rapports d'analyses prévues au CCTP	Non transmission immédiate, si anomalie, dès connaissance des résultats (date de transmission de l'organisme faisant fois)	150 € /jour *
La transmission des attestations de maintenances obligatoires	Avec le bilan annuel soit 60 jours après la fin de l'exercice	150 € /jour *
La non obtention de la note minimale de l'autocontrôle	Note minimum à atteindre 21/30	forfait 250 €
Non réalisation du nombre d'autocontrôle par trimestre, par année	25% des installations par trimestre, 100% des installations par an.	forfait 250 €
La transmission des états des dépenses et justificatifs pour le suivi des pièces détachées au titre du marché (rapport mensuelle et annuel)	A chaque réunion de suivi mensuelle et annuelle ou à la demande du Client	forfait 250 €
De la transmission du tableau de bord technique	A chaque réunion de suivi ou à la demande du Pouvoir Adjudicateur	forfait 250 €
Non transmission du rapport mensuel 4 jours avant la réunion	4 jours avant la réunion	forfait 500 €
Non transmission du rapport du rapport annuel 60 jours après la fin de l'exercice	60 jours après la fin de l'exercice	forfait 500€
Absence aux réunions programmées	immédiat	forfait 250 €
Non restitution en fin de marché des documents remis (répertoriés sur Pv de prise en charge) au Titulaire en début de marché		150 € par document manquant

Non réalisation des cessions annuelles de formation pour les utilisateurs GMAO	sous 1 mois après rappel du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant	forfait 250 €
Mise à jour technique de la GMAO suite évolution des installations	1 mois après validation du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant	150 € /jour *
Mise à jour de la GMAO suite à intervention préventive ou curative	24 heures après la prise en charge de l'intervention	150 € /jour *
Sensibilisation des usagers	Absence de mise en œuvre d'actions de sensibilisation des usagers, 9 mois après le démarrage du marché	forfait 250 € puis 500 € par mois de retard
Suivi d'exploitation P2		
La remise du programme de maintenance actualisé,	Avec le bilan annuel soit 60 jours après la fin de l'exercice	forfait 150 €
Non respect du planning de maintenance	A chaque réunion de suivi ou à la demande du Pouvoir Adjudicateur pour chaque écart constaté	150 € /jour *
Retard pour lever les réserves des rapports de contrôle ou maintenance réglementaire	30 jours après la réception du rapport	150 € /jour *
Signalement d'un mode dégradé	Installation fonctionnant en mode dégradé n'ayant pas fait l'objet d'un signalement auprès du Pouvoir Adjudicateur dans les 48h	forfait 150 €
Travaux P5		
Retard à la transmission des devis	15 jours après la demande du Client	150 € /jour *
Retard sur la planning de réalisation	Planning prévisionnel	150 € /jour *
Absence de réception des travaux	8 jours après achèvement des travaux	150 € /jour *
Suivi des énergies - PFI		
Le tableau de bord mensuel des consommations, de suivi des indicateurs et relevés des compteurs (fourni à 100 %)	A chaque réunion mensuelle de suivi	forfait 150 €
Mise en place du plan de comptage,	6 mois après la notification du marché pour l'installation des comptages -	forfait 500 €
Remplacement d'un compteur défaillant	Dans un délai de 1 mois après l'identification de la défaillance du comptage.	forfait 150 €
Manquements, retards, etc..		
Tous manquements, retards, non réponse à demande du client, absence à la transmission de documents, etc	A chaque constat	forfait 500 €

	Indicateur	Pénalités <i>* 150 € / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai</i>
Démarrage - prise en charge		
Insuffisance de l'équipe de prise en charge par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	150 € / jour, à compter du jour J+1, pour chaque personnel manquant
Management du contrat - reporting		
Insuffisance de l'équipe d'exploitation, sur site, par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	150 € / jour, à compter du jour J+1, pour chaque personnel manquant*
Non remplacement du technicien du site	A chaque constat d'absence	forfait 500€ par absence non remplacée
Non respect du temps de présence du technicien sur site suivant indication portée dans le DPGF	A chaque constat d'absence	forfait 500€ par non respect
Non respect de l'équivalence de compétence du technicien lors des remplacements	A chaque constat	forfait 500€ par non respect
Non intervention des sous traitants suivant la programmation définie	A chaque constat	forfait 250€ par jour de retard
Non communication de la liste du personnel habilité pour pénétrer sur le site (de l'entreprise ou de ses sous traitants)	Dans le rapport mensuel	150 € /jour *
Absence de demande d'habilitation du personnel intervenant de l'entreprise ou de ses sous traitants	Pas de communication de la carte d'identité. A chaque constat	forfait 500€ par non respect
Utilisation du personnel du site pour faire les travaux sans mettre de compensation	Par constat	1000€ / constat
Non complément d'effectif dans l'heure suivant la demande du Pouvoir Adjudicateur pour répondre à la garantie d'effectif (article 2.13 du CCTP)	Par constat	1000€ / constat

	Indicateur	Pénalités <i>* 150 € / jour, à compter du jour J+1, à l'expiration du délai</i>
Démarrage - prise en charge		
Insuffisance de l'équipe de prise en charge par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	150 € / jour, à compter du jour J+1, pour chaque personnel manquant
Management du contrat - reporting		
Insuffisance de l'équipe d'exploitation, sur site, par rapport aux engagements formulés dans le mémoire d'organisation	Mémoire du Titulaire	150 € / jour, à compter du jour J+1, pour chaque personnel manquant*

Non remplacement du technicien du site	A chaque constat d'absence	forfait 500€ par absence non remplacée
Non respect du temps de présence du technicien sur site suivant indication portée dans le DPGF	A chaque constat d'absence	forfait 500€ par non respect
Non respect de l'équivalence de compétence du technicien lors des remplacements	A chaque constat	forfait 500€ par non respect
Non intervention des sous traitants suivant la programmation définie	A chaque constat	forfait 250€ par jour de retard
Non communication de la liste du personnel habilité pour pénétrer sur le site (de l'entreprise ou de ses sous traitants)	Dans le rapport mensuel	150 € /jour *
Absence de demande d'habilitation du personnel intervenant de l'entreprise ou de ses sous traitants	Pas de communication de la carte d'identité. A chaque constat	forfait 500€ par non respect
Utilisation du personnel du site pour faire les travaux sans mettre de compensation	Par constat	1000€ / constat
Non complément d'effectif dans l'heure suivant la demande du Pouvoir Adjudicateur pour répondre à la garantie d'effectif (article 2.13 du CCTP)	Par constat	1000€ / constat

	Limite / seuil	Pénalités	Plafonnement
Efficacité énergétique			
ELECTRICITE - PFI- Non atteinte de l'engagement énergétique formulé par le Titulaire	Engagement de consommations (fixé dans l'acte d'engagement)	100 % des dépassements de consommations de l'énergie considérée, taxes proportionnelles comprises	Limité à 35 % du P2,
GAZ - PFI- Non atteinte de l'engagement énergétique formulé par le Titulaire	Engagement de consommations (fixé dans l'acte d'engagement)	100 % des dépassements de consommations de l'énergie considérée, taxes proportionnelles comprises	Limité à 35 % du P2,

10 Clause de réexamen

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

A la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- Ajouts de nouveaux sites ou de nouvelles installations techniques ;
- Prolongation des délais d'exécution ;
- Lorsque des circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par modification du marché par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces modifications de marché par voie d'avenant ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

11 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci conformément aux dispositions du CCAG—FCS (Chapitre 7, Articles 38 à 45).

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Sa décision doit être notifiée conformément à l'article 38 du CCAG—FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG FCS

Sauf les dispositions contraires, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent. Le présent article prévoit les dérogations au CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'éventuelle omission d'une dérogation au CCAG-FCS au sein du présent article ne s'oppose pas à l'application de ladite dérogation, dans la mesure où cette dernière figure dans le présent CCAP, qui prévaut sur le CCAG en cas de contradiction, conformément à l'article 2 ci-avant :

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.7 du CCAP relatif à la déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art 9.1du CCAP relatif aux modalités d'application des pénalités	Article 14.1.2 Article 14.1.3
Art. 11 du CCAP relatif à la résiliation	Article 42